

Sortir des Banlieues

Intervention pour l'ACOFIS de Catherine Withol de Wenden le 19 juin 2008 à la Haute Ecole du Travail Social de Genève (Suisse)

Cette conférence est le produit d'un ouvrage publié sous ce titre, par Sophie Body-Gendrot, Catherine Withol de Wenden qui a pour sous-titre : « Pour en finir avec la tyrannie des territoires » (Autrement, 2007). Il cherche à montrer combien la politique de l'urbanisme et du logement menée depuis les années 1960 qui a longtemps refusé de loger les immigrés a conduit aux dysfonctionnements que nous rencontrons aujourd'hui et dont l'expression la plus médiatisée a été l'explosion de violence de l'automne 2005.

Nommer pour exclure

« Pauvre banlieue parisienne, paillasson devant la ville où chacun s'essuie les pieds, crache un bon coup, passe, qui songe à elle ? » se demande Louis-Ferdinand Céline. Et de répondre : « Personne ». (Denoël, 1944). Tel n'est plus le cas et jamais n'a-t-on autant parlé des banlieues et trop souvent à mauvais escient. Le terme « banlieues » a connu de nombreuses inflexions de sens (Paquot, 2003, 73). Si étymologiquement, le terme francique *ban* désigne la loi dont le non respect provoque la sanction sur une lieue tout autour du château, soit environ 4 km et renvoie à l'ordre, fut-il seigneurial, de nos jours, c'est en termes de désordres, de relégation, voire de contre-mondes inquiétants qu'elle est évoquée.

Cet abus de langage doit être contesté. D'une part, toutes les banlieues ne sont pas des banlieues ouvrières issues d'une ceinture rouge fantasmée (Neuilly-sur-Seine, Saint-Cloud et Meudon ne le sont pas), ni ne se trouvent à la lisière d'une ville (certains quartiers de centre-ville à Lille, à Lyon ou à Toulouse périclitent et s'appauvrissent et sont englobés dans le

terme.) ni ne sont du logement social (des co-propriétés très délabrées, qualifiées de logements « indignes » par la Caisse des dépôts, sortes de bateaux ivres, accumulant les loyers impayés et d'énormes dysfonctionnements, telle la cité Félix Piat à Marseille) sont incluses dans ce terme flou. C'est toujours une image figée de la banlieue qui est présentée alors qu'elle est en grand mouvement : Entre 1990 et 1999, par exemple, 61% des habitants de ZUS ont changé de logement, soit 2,4 millions de personnes - pour 1,7 million d'entre elles quittant définitivement la ZUS. Un million d'autres personnes plus défavorisées, en emploi précaire et sujettes à un déclassement professionnel ont remplacé les sortants.

L'administration qui parlait de « grandes ensembles » dans les années 1970, utilise parallèlement le terme de « quartiers sensibles » et d'autres observateurs évoquent les « cités » hérissées de tours et de barres, conception d'architecture fonctionnaliste qui fit florès dans les années 1950. Jean-Louis Borloo, Ministre de la solidarité urbaine en 2006 remarque d'ailleurs que quand il entre dans une ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité), il sait à peu près d'avance « où sont la cage d'escalier, le centre commercial, la blanchisserie...parce que le modèle a été appliqué à la lettre » (2003). Les « quartiers en difficulté » sont proches de quartiers tranquilles lesquels soudainement sont susceptibles de connaître une flambée de violence tandis que les premiers restent calmes. Lors des incidents de novembre 2005, une majorité des 751 quartiers sensibles sera épargnée par les voitures en feu et par les saccages de bâtiments publics et nous chercherons à comprendre pourquoi.

Le fruit d'une histoire

La chronologie est importante dans cette analyse. On oublie trop souvent que dans les premiers temps, au cours des trente Glorieuses, la cohabitation de familles ouvrières quittant les logements vétustes des centre-villes et qu'on logeait dans les grands ensembles aux marges de la ville, éduqués politiquement, souvent syndicalisés et des familles du monde

rural attirées par les emplois industriels s'est relativement bien passée. L'école publique était un lieu de rencontres, les familles mélangées dans le logement public étaient susceptibles d'en devenir propriétaires, une culture locale se consolidait à partir d'une mémoire des lieux enfouie et retrouvée. Mais assez rapidement, les grandes opérations de logements collectifs ont révélé leurs carences. On se souvient de l'exclamation du Président de Gaulle en hélicoptère avec Paul Delouvrier au-dessus de la banlieue parisienne et que rapporte l'architecte Paul Chemetov : « Foutez-moi de l'ordre dans ce bordel ! » (2003). Des années plus tard, en 1982, *Le Monde* titrait : « Faut-il raser les grands ensembles ? » avant même d'avoir compris et analysé « l'unanimisme architectural, technocratique, politique qui avait présidé à leur réalisation » (2003). Pourquoi ?

Outre la pauvreté, les familles nombreuses et l'insécurité ont, de tout temps, caractérisé les quartiers en marge, ce terme ou celui de banlieue référant dans les années 1980 et 1990 à une population métissée (trente à quarante nationalités), ethnicisée (appartenant à la classe ouvrière mais définie par ses origines ou par sa religion) et territorialisée au fil du temps (socle des identités), exprimant comme l'écrit G. Simmel une forme de sociabilité inédite et diverse, une incertitude sur le devenir qui suscite l'inquiétude (1908, 1979). En effet, nombre de quartiers en traitement social (en raison de taux de chômage, d'échec scolaire, de dépendance d'aides publiques, de délinquance) donnent désormais l'impression de stagner sans que l'on prenne conscience que de nombreux habitants en trajectoire de mobilité ascendante les ont quittés. Une loi, celle de l'aide à la pierre, à la fin des années 1970, avait d'ailleurs accéléré le mouvement. Et comme il fallait que les gestionnaires de logement publics trouvent preneurs, les nouveaux locataires, fin de colonisation et immigration obligent, avaient rapidement rempli les logements vacants. Moins rodés à la vie urbaine et moins qualifiés pour les besoins d'une économie post-industrielle, plus précaires, les « nouveaux » habitants ont alors donné de ces banlieues, des espaces publics qu'elles

englobent, des transports publics et de ce type de logement une image négative qui ne devait être que transitoire, sorte de sas vers une vie meilleure. Se sont alors constituées des micro-sociétés, faute d'alchimistes compétents ou volontaires pour parfaire le brassage social et « faire société » à partir de composantes plus hétérogènes, qui sont déjà à l'origine de nombreuses explosions urbaines, comme à Vaux-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise en 1991. Avec deux chocs pétroliers successifs, l'État n'étant pas en mesure de tenir ses promesses et d'aménager au mieux en termes de convivialité et bien-être cet habitat dont il avait pourtant pris la responsabilité et qui s'est rapidement dégradé, des stéréotypes se sont créés en termes de manques, de relégation et d'inégalités.

Car dans une nation qui se targue d'égalité et de fraternité, les habitants de ces banlieues ont l'impression d'être des mal-servis et de ne pas avoir les mêmes chances de mobilité sociale que les autres. Fort pertinemment, F. Bloch-Lainé observe dès 1995 et il importe de le citer un peu longuement qu'il « est absurde de placer des enseignants débutants, inexpérimentés, non éprouvés dans les écoles où la besogne est la plus dure ; des policiers non formés, non préparés, là où cela chauffe le plus. Cela est vrai, dit-il, pour tous ces médiateurs que doivent être les fonctionnaires les plus habiles, ceux qui ont appris à « faire-faire », travail qui nécessite plus de savoir-faire que pour faire. L'Administration doit investir ce qu'elle a de meilleur là où le rendement est le plus lent parce que le plus laborieux, là où il dépend le plus de l'aptitude à mobiliser les forces vives » et de suggérer des avancements plus rapides et des rémunérations plus fortes pour parer les négligences qui sont « des abandons catastrophiques » (1995).

Un bilan : l'habitat avant la population

Partant du constat que la politique d'intégration nationale s'est peu à peu différenciée d'une politique de la Ville aux instruments spécifiques, il s'agit à présent de faire un bilan de ce qui

est souvent présenté comme un échec : soit en fonction des préoccupations sécuritaires de ceux qui ne vivent pas dans ces quartiers (92% de la population française), soit en raison de conceptions architecturales inspirées d'une approche fonctionnaliste qui donnent lieu à des démolitions ou à des rénovations massives, soit à cause d'espoirs excessifs mis dans la démocratie de proximité, comme si les habitants les plus démunis étaient sommés de produire une utopie créatrice. Trop souvent, il a été plus facile aux décideurs de rénover le bâti plutôt que d'accompagner les familles en grande difficulté sans autre choix que de se loger là ou d'invoquer un idéal de mixité sociale qui résoudrait tous les problèmes.

Or ce constant négatif, émis fréquemment par ceux qui ne voient ces quartiers que de loin, méconnaît les itinéraires de vie d'habitants qui y enracinés depuis longtemps. Il ne s'agit pas de tomber dans un excès inversé et romantique qui donnerait une vision enchantée de « la France du bas » et des ses capacités de résistance. À travers des enquêtes de terrain et un regard porté sur trente ans de politiques d'intégration et de politiques de la ville, le livre a cherché à rendre compte de l'intégration ordinaire, des multiples concessions faites aux identités collectives, aux appartenances multiples, des apports du métissage culturel à la culture populaire et du fait que « les énergies les plus intéressantes du pays se trouvent là » (Borloo, 2003). L'ouvrage a rendu hommage à certains de ces habitants, venus d'ailleurs, aux trajectoires remarquables n'entrant ni dans le registre du sordide ni dans celui de l'exemplarité de l'exception méritocratique. Ils se situent au sein des anciennes classes sociales fracturées par la précarité, parfois en position ambiguë car dotés d'une sécurité de l'emploi mais d'un manque de capital culturel qui donnerait une clé d'entrée à leurs enfants dans un univers de plus en plus compétitif (Chauvel, 2006). Ils se heurtent au verrouillage général, durable et silencieux des espaces et des destins sociaux dans la société française que dénonce Eric Morin : « Les frontières de voisinage se sont durcies, la défiance et la tentation séparatrice

s'imposent comme les principes structurants de la coexistence sociale" (2004). Des stratégies d'évitement et la "ghettoisation par le haut" rendent les relations sociales plus brutales, la lutte pour les places plus âpre.

La plupart des personnes rencontrées sont françaises et se reconnaissent comme telles. Or la question de l'intégration fait encore débat et ignore la sédimentation qui s'est faite au cours du temps à travers les générations et l'apport spécifique des banlieues à la vitalité de la société française. Dès 1992, des jeunes rencontrés dans la banlieue lyonnaise disaient qu'ils n'avaient pas de diplômes mais qu'ils avaient ceux de la rue et qu'ils sauraient quoi faire pour améliorer le quartier si seulement on leur faisait confiance. Ils répondaient en écho à ce qu'avaient dit les Bloods et les Crips après les émeutes de Los Angeles, voix que l'on avait choisi de ne pas entendre (Body-Gendrot, 1993). Ensuite, des « entrepreneurs entre deux mondes » avaient démontré dans ces banlieues-là leurs capacités créatrices entre 1990 et 2000. En 2006, le Sénat choisi de les honorer et de remettre un prix à ces jeunes créateurs. Des propositions fusent...Changer l'image des banlieues réduite aux émeutes périodiques qui agitent « les quartiers » et rendre compte de réalités alternatives : tel est l'objet de notre analyse.

Une aspiration à la citoyenneté

Les habitants des banlieues issus de l'immigration sont souvent installés dans les périphéries urbaines depuis une, deux ou parfois trois décennies. Les parents, primo-migrants ouvriers y ont été logés après que les Français, premiers bénéficiaires des politiques énergiques de construction des banlieues les aient désertées, pour pavillon ou un logement au cœur des villes. Les grands appartements des tours et des barres ont alors été occupés par les familles nombreuses, sans que les équipements aient été construits : le maillage urbain est faible, les transports en commun rares. C'était la période du tout automobile, les aménagements socio-

culturels ont souvent été oubliés dans ces banlieues dortoirs. Des programmes de rénovation urbaine ont été menés dans les années 1990, consistant plutôt à redonner une apparence extérieure acceptable pour les électeurs (non résidents de ces quartiers les plus souvent) qu'à se tourner vers les populations qui y habitaient, frappées par la désindustrialisation massive et les enfants ont été souvent livrés à eux-mêmes. Les politiques urbaines lancées par la politique de la ville ont privilégié la prévention et encouragé les associations civiques, pensant que la prise de participation des jeunes à la vie des quartiers permettrait un meilleur enracinement citoyen, municipalisant les leaders associatifs civiques et sportifs. Peu à peu, tandis que quelques « grands frères » grimpaient en petit nombre dans la méritocratie associative et politique, les « petits frères » ont pris conscience qu'ils avaient été dupés et que l'heure des « beurs civiques » avait tourné, faisant place au milieu des années 1990 à des politiques tournées vers l'espace local, le social et la lutte contre l'exclusion. Les discriminations policières ont nourri le sentiment qu'il ne suffisait pas d'être Français pour être inclus dans la communauté politique et que les principes proclamés haut et fort par les institutions publiques (« Liberté, Egalité, fraternité ») ne s'appliquaient pas à eux. De nombreuses explosions de violence riches de revendications citoyennes existaient déjà depuis la fin des années 1970 et demandaient l'égalité des droits, la fin des discriminations policières, l'abolition de la double peine (renvoi au pays d'auteurs d'infractions). L'absence de droit de vote local des parents étrangers laissait souvent impunis des crimes racistes dans un climat de montée du front national. La plupart de ces revendications n'ont trouvé que peu d'échos dans les réponses politiques. Les émeutes de 2005 ne sont qu'un épisode un peu plus médiatisé que les autres de phénomènes qui se sont exprimés depuis près de trente ans. La plupart des émeutiers étaient très jeunes, peu politisés, peu islamisés, et demandaient seulement que les principes républicains s'appliquent aussi à eux, brûlant les voitures de leurs

voisins mais aussi les bâtiments publics de leurs quartiers (crèches, écoles, bâtiments de sports).

Penser la mobilité

Face à ce constat, la politique de la Ville qui a été depuis 1990 l'instrument privilégié de la lutte contre les exclusions sociales ne fournit qu'une réponse partielle. Priorité est donnée au logement plutôt qu'aux itinéraires des habitants. La lutte contre les discriminations au travail commence à être entendue, sous la pression de l'Europe et des associations qui dénoncent « le plafond de verre », mais les discriminations policières, objet de nombre de revendications, reste un tabou. Il est souvent difficile de sortir des banlieues car la logique des territoires est implacable et les peurs sont partagées entre les habitants des quartiers et les habitants des centres villes : l'école primaire, les loisirs « sociaux », le collège, le lycée sont fonction de l'adresse des parents et conduisent à un marquage par le lieu, dommageable pour l'accès au marché du travail, à la mixité urbaine et à la mobilité sociale. L'amalgame « jeunes issus de l'immigration maghrébine ou africaine- délinquance- quartiers sensibles et islam est assez fréquent dans l'opinion. Contrairement à beaucoup d'analyses américaines ou anglo-saxonnes, l'Islam et le communautarisme identitaire n'ont eu aucune part dans les émeutes de 2005. Certains émeutiers étaient non musulmans. La conjonction de l'utopie d'une participation enracinée des habitants dans la vie des « quartiers », source d'un supplément de citoyenneté, du refus de voir s'étendre le logement social dans les centres villes et du lien entre le logement et le déroulement de la vie sociale a conduit à l'enfermement des populations issues de l'immigration dans des espaces privés de toute mixité sociale. Le livre propose de sortir des banlieues : physiquement en promouvant la mobilité géographique par les transports publics, socialement en permettant aux habitants des banlieues de sortir des territoires où ils ont vécu grâce à une volonté politique forte qui semble faire défaut en France

malgré un certain consensus droite gauche sur les « fondamentaux de la politique d'intégration.

C. de Wenden (CNRS, CERI-Sciences-Po)

Références :

Bloch-Lainé F. – Entretien avec T. Paquot, *Urbanisme*, 284, sept-oct. 1995, 5-10.

Borloo J.-L. – Entretien avec A. Loubière et A. Zimmermann, *Urbanisme*, 332, sept-oct. 2003, 39-42

Body-Gendrot S. 1993, *Ville et violence, l'irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, 1993.

Body-Gendrot, S., Wihtol de Wenden C., *Sortir des banlieues. Pour en finir avec la tyrannie des territoires*. Paris, Autrement, 2007

Céline L.-F., Préface in A. Sérouville, *Bezons à travers les âges*, Paris, Denoël, 1944.

Chauvel L. *Le destin des générations*, Paris, PUF, 1998.

Chemetov P. « Points de vue », *Urbanisme*, 332, sept-oct. 2003, 55-57.

Floch J. « Histoire d'un maire de banlieue de province », *Urbanisme*, sept-oct. 2003, 68-71.

Loubière A. « Une mobilité résidentielle insoupçonnée », *Urbanisme*, 345, nov-dec. 2006, 59-60.

Maurin E., *Le ghetto français*, Paris, Le Seuil, 2004.

Paquot T. « Banlieue : un singulier pluriel » 332, sept-oct. 2003, 73-74.

Simmel G. « Die Grossstädte und das Geistesleben », 1903, trad. « Métropoles et mentalités » in Y. Grafmeyer et I. Joseph (dir.) *L'Ecole de Chicago*, Paris, Aubier, 1979, 61-78.

Wihtol de Wenden C., Leveau R. *La bourgeoisie. Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration*. Paris, CNRS Editions, 2001